

Le candidat, l'électeur et le juge

La présidence a beaucoup de prétendants, ils se bousculent, participent parfois aux primaires, mais quelqu'un a lâché les juges au milieu du terrain de sport... La situation finit par s'éclaircir, car la division est gage d'échec. La gauche est partisan d'une France ouverte sur le monde, et la droite préfère l'isolement. Il y a des libéraux de droite et de gauche, et des partisan d'un Etat s'impliquant dans l'économie à gauche comme à droite. Les français voteront pour le moins pire, comme d'habitude.

1

Les élections présidentielles françaises sont prévues pour le 23 avril 2017, et toute l'actualité que nous subissons tourne autour de cet événement majeur.

Cette campagne est originale, car pour la première fois, le sortant, François Hollande ne se présentera pas. Son impopularité est telle qu'il ne pouvait que faire perdre son camp. Depuis cette décision, sa cote de popularité remonte mais pas assez pour lui faire regretter sa décision.

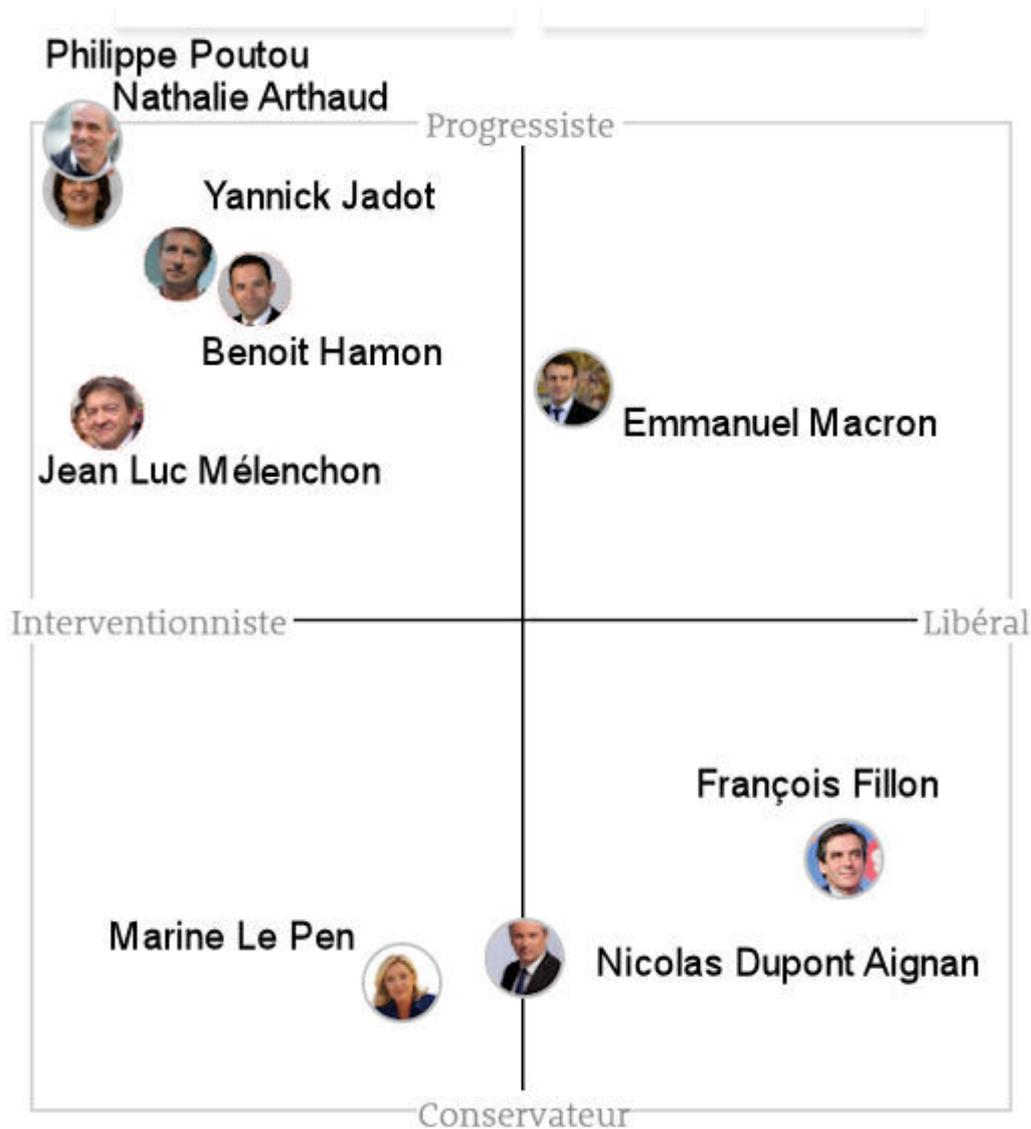
Les français sont désabusés et désemparés, et ne savent pas pour qui voter, avant tout par ce que François Hollande a brouillé les pistes et a rendu illisible la différence entre la gauche et la droite. Au parlement il existe deux grandes écuries, une de droite, dirigée par le parti "Les Républicains", une à gauche dirigée par le "parti Socialiste". On a coutume de traiter d'extrême droite le parti nationaliste "Front National". Mais cette vision simpliste de l'échiquier politique allant de droite à gauche n'est pas sérieuse, on classe les gens de droite à gauche quand on veut les fusiller ! Chacun a ses idées sur de multiples sujets, si bien que selon la question, un même candidat peut être proche d'un concurrent ou d'un autre.

Une étude de **Crowndpac** a déterminé deux axes prioritaires :

- Des plus interventionnistes aux plus libéraux, et on voit que sur cet axe, Marine Le Pen est très proche de Benoît Hamon. Les libéraux sont l'initiative individuelle, l'abaissement des charges, des impôts et des services publics, alors que les interventionnistes sont favorables à moins d'inégalité et plus de protection.

- Du plus conservateur au plus progressiste, Cet axe distingue la droite parlementaire de la gauche parlementaire. Les conservateurs sont "nationalistes" opposés à l'immigration alors que les progressistes sont favorables au multiculturalisme.

Il manque d'autres axes, par exemple, les partisans d'un monde écologique contre les productivistes. Peut être sont-ils inclus dans l'axe «progressiste»



Benoît Hamon est proche de Marine Le Pen sur le plan de l'intervention, mais très éloigné sur celui du "progressisme".

La sélection des candidats a été laborieuse

Il a été très difficile de sélectionner les candidats. Dans le camp "Républicain", la droite parlementaire, il y avait trois fortes pointures : **Nicolas Sarkozy**, **Alain Juppé**, et **François Fillon** plus des "petits" candidats qui n'avaient guère de chance. Des primaires ont été organisées et elles ont eu un grand succès, 4,3 millions de votants. A la surprise générale Nicolas Sarkozy a été éliminé au premier tour. Au second tour, Alain Juppé s'est montré plus centriste, alors que François Fillon a montré une posture droitiste, très ferme sur l'immigration, très conservateur sur le plan social, très anti fonctionnaire... il a parlé de supprimer cinq cent milles postes de fonctionnaires sans bien sûr dire où il les prendrait ni par quoi il les remplacerait. Le nombre de votant a été légèrement supérieur (4,4 millions), et c'est François Fillon qui l'a emporté haut la main avec les 2/3 des votants.

A gauche, la désignation a été beaucoup plus laborieuse, car François Hollande, Président sortant, avait décidé de ne pas se représenter. Le parti socialiste n'a pas réussi à réunir toute la gauche lors de sa primaire, **Jean Luc Mélenchon**, président de la France Insoumise, tribun hors paire avait obtenu le soutien des militants du parti communiste, au grand dam des caciques du parti. Il a donc refusé tout net de participer aux primaires. **Emmanuel Macron**, électron libre, ancien ministre du gouvernement "socialiste" a lui aussi refusé de se présenter à une primaire. Roulant au centre il espère bien récupérer des voix à droite et à gauche.

Organisées dans la hâte, les primaires ont eu un succès mitigées, lors du premier tour, après de vastes cafouillages, on s'est arrêté à 1,6 millions, et au second tour deux millions. On a vu s'affronter au second tour **Manuel Valls**, ancien premier ministre, social libéral réputé pour sa fermeté et son combat pour la laïcité, contre **Benoît Hamon**, un "frondeur" socialiste très méfiant vis à vis du libéralisme, franchement hostile à la loi travail, moins à cheval sur la laïcité et plus ouvert sur les cités. Benoît Hamon a gagné les primaires avec près de 60 % des voix.

Marine Le Pen, s'est montrée silencieuse, laissant les autres candidats se détruire entre eux, et pendant ce voit, elle voit sa cote de popularité monter... monter... son programme protectionniste plait aux populations déstabilisées par la décrépitude de l'industrie française largement délocalisée, par les éleveurs et petits agriculteurs poussés au suicide en raison d'une ouverture incontrôlée des frontières, et par le climat de méfiance vis à vis de tout ce qui est étranger qui est si violent partout dans le monde en ce début de XIX ième siècle. Tous ses adversaires craignent son triomphe.

Des candidats parlent de réduire le nombre de fonctionnaires

Tous les candidats libéraux préconisent la réduction du nombre de fonctionnaires pour faire des économies donc alléger la dette ou réduire les impôts. (Fillon 500 000, Jupé 300 000, Macron 150 000)
La question est mal posée, existe-t-il en France des centaines de milliers de personnes payées à ne rien faire ou à faire un travail inutile ?
Il semble bien que personne ne le pense, vu que pour réduire le nombre de fonctionnaires les libéraux proposent plutôt d'externaliser que de supprimer les fonctions.

Le dernier avatar de ce principe est la décision d'externaliser les contraventions pour excès de vitesse testé en Normandie.
En ville aussi, des municipalités souhaitent confier à des sociétés privées le soin de verbaliser les voitures mal garées.
L'intérêt statistique est évident, le nombre de policiers d'état ou municipaux va baisser, il y aura moins de fonctionnaires ou d'agents publics.
Toutefois, il faudra bien payer ces agents, et les cadres qui vont les diriger et les administrer. Ce sera toujours l'État ou les collectivités qui mettront la main au porte feuille pour cela.
Quelqu'un pourra-t-il m'expliquer où seront les économies ?
En quoi le contribuable y gagnera-t-il quelque chose ?
Je suppose que si les agents verbalisateurs coûtaient moins cher que des agents publics, ce serait par ce qu'ils seraient moins bien payés. Ces décisions n'ont qu'un effet, appauvrir une population plutôt défavorisée.

Les coups bas volent en dessous de la ceinture

On se souvient que François Hollande avait été élu, par ce que son principal rival à gauche Dominique Strauss Kahn avait été disqualifiée suite à des scandales sexuels savamment exploités, si non provoqués probablement par ses rivaux.

Cette fois, c'est **François Fillon** qui a eu droit aux honneurs du Canard Enchaîné, pendant plusieurs semaines le journal a distillé des informations compromettantes contre le vainqueur de la primaire à droite. Ce ne sont pas ses moeurs sexuelles qui ont été visées, mais sa cupidité et son habilité à détourner des fonds publics pour rétribuer officiellement ses proches pour un travail plus ou moins imaginaire.

4

Les enquêteur du Parquet National Financier n'ont pas trouvé de preuve tangibles, que **Pénélope Fillon**, femme du candidat avait fourni un travail, que ce soit comme assistante parlementaire de son époux (de 1988 à 1990, puis de 1998 à 2000 et de 2012 à 2013) ou de son ancien suppléant, **Marc Joulaud**, de 2002 à 2007 – ces salaires représentent un montant total de 831 440 euros, selon Le Canard enchaîné. De même, deux enfants Fillon ont été payés en tant que collaborateurs parlementaires alors qu'ils étaient encore étudiants. Plus impressionnant, lorsque François Fillon a été nommé ministre, il a demandé à Marc Joulaud d'employer son épouse, ce dernier a accepté sans problème, mais au passage, François, selon le Carnard enchaîné aurait jugé utile de lui verser de **somptueuses indemnités de licenciements : 45000 € en deux fois. Indemnités illégitimes car il n'y a pas eu chômage, mais légales dans le cadre d'indemnités de fin de contrat.**

L'addition flambe : 330 000 euros de mieux pour Penelope et 84 000 euros pour les enfants

Le Canard enchaîné
Journal satirique paraissant le mercredi

Bonjour de dissonances à gauche
Ça ne va pas être facile...

... d'harmoniser le PS !

François Fillon proteste devant les enquêteurs : "Mais puisque je vous dis que Penelope n'a rien fait !"

ENSABLÉ SUR SARTHE

POLICE NATIONALE APPEL À TÉMOINS
Individe de sexe féminin faisant l'objet d'un avis de recherche - territoire national
PENELOPE FILLON
Née Darke, en 1958 à L'Anover (Pays de Galles)
Signalement : 1.60 m, yeux clairs, chevelure poivre et sel, lunettes possibles

Pénélope Fillon aurait aussi été payée 5000 € pendant vingt mois par "La revue des deux mondes", en tout et pour tout, elle aurait transmis deux notes de lecture, son employeur, un ami de François, risque des ennuis juridiques aussi pour «un abus de bien social. »

cela fait mauvais genre, surtout que François Fillon avait tweeté « Il y a injustice sociale entre ceux qui travaillent dur pour peu et ceux qui ne travaillent pas et reçoivent de l'argent public#Poitiers. »

Face à ceci, Beaucoup de dirigeants "Les Républicains" se demandent, si François Fillon est bien le candidat qui peut les faire gagner.



5

Mais François Fillon reste ferme, il est convaincu que l'orage passera, et qu'on oubliera ces déboires, ses avocats pensent que la procédure durera bien après les élections, et qu'une fois élu, il bénéficiera de l'immunité due au Président de la République. De toute façon, Alain Juppé refuse de servir de roue de secours, et il n'y a pas de candidat crédible pour remplacer François Fillon. A défaut de plan B, le candidat se maintient contre vents et marée.

Marine Le Pen aussi est dans le collimateur de la justice

Le Front National au aussi des ennuis au niveau de l'Europe, on constate que ce parti, le plus anti européen de tous, plonge hardiment dans la caisse pour financer officiellement des attachés parlementaires, indispensable pour le parti de la chaise vide ! en fait les fonds servent à payer des gardes du corps, et les campagnes nationales du FN. Marine LePen trouve étrange que ces affaires ressortent juste au moment où se déroule une campagne électorale très importante. Convoquée par un juge, elle a décidé de ne pas venir, je viendrai tout expliquer bientôt, dès que les campagnes en cours, présidentielles et législatives seront terminées. Cette affaire tombe mal pour le Front National, qui ne peut plus profiter des déboires du candidat "Le Républicains" pour se présenter comme le parti anti-système aux mains propres.

Médiapart par ailleurs accuse le Front National d'être en parti financé par Moscou, en échange, Marine Le Pen ne dit que du bien **Poutine** dont elle apprécie la fermeté, **les deux personnages ne sont pas si loin qu'on pourrait le penser, ils sont traditionnalistes, autoritaires et bien sûr nationalistes.**

Faut-il continuer à diaboliser le Front National, alors qu'à l'évidence il n'est plus un groupuscule extrémiste mais un des tout premier parti politique de France ? on s'attend

à un score de Marine Le Pen supérieur à 30 % au premier tour, elle représente tous les exclus de la société qui sont de plus en plus nombreux. **Le Crif** (conseils Représentatif des Israélites de France) a jugé bon de ne pas l'inviter à son dîner traditionnel, comme elle a boycotté Jean Luc Mélenchon pour ses prises de position pro-palestinienne.

D'autres continuent à manifester contre sa venue ici ou là. A **Nantes** plus de trois mille personnes ont défilé en ville, et à la fin des casseurs ont saccagé des magasins, du mobilier urbain. Pourquoi ces violences contre un processus démocratique électoral ? Quel est l'argument des casseurs ? ? en fait ce sont des voyous sans engagement politique, et qui sont très probablement manipulés. A qui profite le crime ? ? au FN de là à accuser les instances du parti d'avoir instrumentalisé les casseurs il n'y a qu'un pas que je ne franchirai pas, je ne tiens pas à passer devant les tribunaux moi aussi, même pour diffamation.

6

On parle beaucoup moins de la gauche et du centre

Pour l'instant, personne n'a trouvé de scandales contre **Benoît Hamon**, qui a réussi à rallier sous son panache blanc **Yannick Jadot**, le candidat écologiste. Mais la grande affaire serait de faire liste commune avec **Jean Luc Mélenchon**.

Jean Luc Mélenchon est un tribun de première catégorie, partisan d'une sixième république, son programme n'est pas trop éloigné de celui de Benoît Hamon, mais il est parti le premier, et a obtenu le soutien des militants du Parti Communiste. Jean Luc Mélenchon a des intentions présidentielles bien connues, si bien que l'affaire est avant tout une question d'Ego, la pilule sera très dure à avaler pour celui qui se ralliera à l'autre. Pourtant, ils n'ont pas le choix, s'ils se présentent tous les deux, ils seront sûrement éliminés dès le premier tour. La politique est un monde sans pitié. Il semble bien aux dernières nouvelles qu'ils préfèrent être absents du second tour.

En attendant, sa campagne souffre de ces discussions d'appareils, on préférerait l'entendre défendre son programme, mais nous sommes heureux de pas entendre parler d'éventuels démêlés judiciaire... comme les autres !

Au centre, Emmanuel Macron tien bon la rampe

Emmanuel Macron est "à gauche" sur le plan social, et "à droite" sur le plan économique, c'est un libéral, il est le candidat officieux de patronnat, et de tous les opposants au Front National qui se méfient du combat anti-système de Benoît Hamon, ou des tendances réactionnaires de François Fillon.

Il engrange ralliements sur ralliements, les plus importants sont ceux de **François Bayrou**, le leader historique du centre, en attendant Jean Louis Borloo, ancien ministre de Nicolas Sarkozy. Il obtient aussi le soutien de Daniel Cohn Bendit, un des fondateurs des verts, et de nombreux notables socialistes comme Gérard Colomb, maire de Lyon. Pour la première fois, un candidat centriste semble avoir des chances de l'emporter.

Son problème, est son absence de stature internationale, alors il a voyagé, il s'est rendu au Liban, ou il a fait un sans faute, plaidant pour la paix, puis à Alger, et là il est allé trop loin dans la complaisance, il a affirmé en parlant de la colonisation : « *C'est un crime. C'est un crime contre l'humanité. C'est une vraie barbarie et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à*

l'égard de celles et ceux vers lesquels nous avons commis ces gestes. » Avant d'enchaîner : « En même temps, il ne faut pas balayer tout ce passé, et je ne regrette pas cela parce qu'il y a une jolie formule qui vaut pour l'Algérie : La France a installé les droits de l'homme en Algérie, simplement elle a oublié de les lire. »

Ces propos polémiques sont tout à fait contestables sur le point historique, notre vie commune avec l'Algérie se composait d'ombres et de lumières, et pas seulement de crimes. En outre, en tant que candidat à la présidence de la République, il se devait d'être l'avocat de la France, son rôle était diplomatique, il devait rappeler aux Algériens les bons moments et espérer un nouvel avenir sur un pied d'égalité. Il ne pouvait pas laisser dire que seule la France avait commis des crimes en Algérie, comme si le FLN était composé d'innocents, comme si la torture et la sauvagerie ne se trouvait pas dans les deux camps.

Emmanuel Macron s'est bien rendu compte qu'il a fait une boulette et a tenté comme il a pu d'atténuer ses propos. Mais ses adversaires ont trouvé un point faible, ce militant de l'ouverture au monde, a eu aussi des propos malhabiles sur l'art français, il va devoir être à la fois le champion de l'Europe et de la France, c'est un apprentissage difficile.

Michel Lévy